

Défense du droit à l'IVG pour toutes les personnes partout ! Extension du droit à la PMA

Manifestons lundi 14 janvier à partir de 19h30 sur le parvis du musée de Grenoble pour combattre les idées réactionnaires, défendre le droit à l'IVG pour nous et pour toutes les personnes dans le monde.

À partir du 14 janvier, à Grenoble, dans 3 autres villes de l'Isère et dans 120 villes en France, Alliance VITA (association anti-IVG, patriarcale et proche de l'extrême droite) organise une série de conférence « Universités de la Vie » qui s'annonce clairement contre l'IVG, contre la PMA pour les lesbiennes...

HALTE À LA MANIPULATION !

Dans de nombreux pays, y compris en Europe, le droit à l'IVG n'est toujours pas acquis. Les femmes de Pologne ont été obligées de se mobiliser à plusieurs reprises contre les attaques du gouvernement alors que l'accès à l'IVG est déjà quasiment inexistant. En Argentine, malgré la mobilisation massive des femmes, le Sénat a repoussé la libéralisation de l'avortement. En revanche, en Irlande, la victoire au référendum ouvre la voie à l'accès à l'IVG. Il y a quelques années, les attaques du gouvernement espagnol contre l'accès à l'IVG nous avaient rappelé que même là où ce droit existe, il peut constamment être remis en cause.

En France aussi le droit à l'avortement est remis en cause de fait par le manque de moyens et les politiques d'austérité qui ont conduit, entre

autre, à la fermeture de plus d'une centaine de centres IVG ces dernières années. Dans certains endroits le recours des médecins à la clause de conscience empêche la prise en charge des femmes dans les délais légaux (12 semaines en France). Près de 5000 femmes sont obligées d'aller avorter à l'étranger à cause de ces délais trop courts en France.

Pour les jeunes, les femmes en précarité, celles qui n'ont pas de mutuelle, celles qui sont sur la sécu de leurs parents ou de leur conjoint, celles qui n'ont pas de papiers... le prix des consultations, des examens et de l'acte lui-même rendent l'accès à l'IVG très difficile voire impossible. En plus des conditions matérielles, la culpabilité véhiculée dans le cadre de l'institution hospitalière et dans l'ensemble de la société pèse sur les femmes qui souhaitent avorter.

Ces reculs sont alimentés par un climat réactionnaire généralisé en Europe. Les discours du Pape ou les déclarations de Marine LePen encouragent les anti-IVG à combattre ouvertement ce droit fondamental des femmes à disposer de leur corps.

Nos revendications :

- Prise en charge totale de l'IVG et de tous les actes médicaux qui lui sont liés
- Formation obligatoire en gynécologie, à l'IVG et à la contraception pour tou-te-s les médecins
- Réouverture de tous les Centres IVG fermés et maintien des centres de planification
- Simplification des procédures et réduction des délais d'accès à l'IVG
- Extension de la PMA

PLATEFORME
DES DROITS
DES FEMMES

nous
toutes **38**
.org